



## La Hongrie désobéissante: De l'Union Soviétique à l'UE. Changement de régime à Budapest ?

Par [Diana Johnstone](#)

Mondialisation.ca, 21 septembre 2018

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#), [Histoire](#), [société et culture](#)

CNN a récemment découvert un paradoxe. Comment était-il possible, se demandait la chaîne, qu'en 1989, Viktor Orban, alors leader de l'opposition libérale acclamé par l'Occident, appelait les troupes soviétiques à quitter la Hongrie, et maintenant qu'il est Premier ministre, il se rapproche de Vladimir Poutine ?

Pour la même raison, imbécile.

Orban voulait que son pays soit indépendant à l'époque, et il veut qu'il le soit maintenant.

En 1989, la Hongrie était un satellite de l'Union soviétique. Peu importe ce que les Hongrois voulaient, ils devaient suivre les directives de Moscou et adhérer à l'idéologie communiste soviétique.

Aujourd'hui, la Hongrie doit suivre les directives de Bruxelles et adhérer à l'idéologie de l'UE, c'est-à-dire à « nos valeurs communes ».

Mais quelles sont exactement ces « valeurs communes » ?

Il n'y a pas si longtemps, « l'Occident », c'est-à-dire les États-Unis et l'Europe, revendiquaient une dévotion aux « valeurs chrétiennes ». Ces valeurs étaient évoquées dans la condamnation occidentale de l'Union soviétique. Ce n'est plus le cas. Aujourd'hui, en effet, l'une des raisons pour lesquelles Viktor Orban est considéré comme une menace pour nos valeurs européennes est sa référence à une conception hongroise du « *caractère chrétien de l'Europe, le rôle des nations et des cultures* ». La renaissance du christianisme en Hongrie, comme en Russie, est considérée en Occident comme profondément suspecte.

Il est entendu que le christianisme n'est plus une « valeur occidentale ». Qu'est-ce qui a pris sa place ? Cela devrait être évident : aujourd'hui, « nos valeurs communes » signifient essentiellement démocratie et élections libres.

Devinez à nouveau. Orban a récemment été réélu par un raz de marée. Guy Verhofstadt, chef de file des libéraux de l'UE, a qualifié ce mandat de « *mandat électoral pour faire reculer la démocratie en Hongrie* » .

Puisque les élections peuvent « faire reculer la démocratie », elles ne peuvent être l'essence même de « nos valeurs communes ». Il peut arriver que les gens votent mal ; c'est ce qu'on appelle le « populisme » et c'est une mauvaise chose.

Les valeurs communes réelles et fonctionnelles de l'Union européenne sont énoncées dans ses traités : les quatre libertés. Non, pas la liberté d'expression, car de nombreux États membres ont des lois contre le « discours de haine », qui peut couvrir de nombreux domaines puisque son sens est sujet à une interprétation large. Non, les quatre libertés obligatoires de l'UE sont la libre circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux dans l'Union. Ouvrir les frontières. *Open Borders*. C'est l'essence même de l'Union européenne, le dogme du marché libre.

Le problème avec la doctrine des *Open Borders*, c'est qu'elle ne sait pas où s'arrêter. Ou qu'elle ne s'arrête nulle part. Quand Angela Merkel a annoncé que des centaines de milliers de réfugiés étaient les bienvenus en Allemagne, l'annonce a été interprétée comme une invitation ouverte par des immigrants de toutes sortes, qui ont commencé à affluer en Europe. Cette décision unilatérale allemande s'appliquait automatiquement à l'ensemble de l'UE, avec son absence de frontières intérieures. Avec l'influence de l'Allemagne, *Open Borders* est devenu la « valeur commune européenne » essentielle et l'accueil des immigrants l'essence même des droits de l'homme.

Des considérations idéologiques et pratiques très contrastées contribuent à l'idéalisation des frontières ouvertes. Pour n'en nommer que quelques-unes :

- Les libéraux économiques soutiennent qu'en raison du vieillissement de la population, l'Europe a besoin de jeunes travailleurs immigrés pour payer les pensions des travailleurs retraités.
- De nombreux militants juifs se sentent menacés par les majorités nationales et se sentent plus en sécurité dans une société composée de minorités ethniques.
- Plus discrètement, certains patrons favorisent l'immigration massive parce que la concurrence croissante sur le marché du travail fait baisser les salaires.
- De nombreuses personnes ayant des tendances artistiques considèrent que la diversité ethnique est plus créative et plus amusante.
- Certaines sectes anarchistes ou trotskystes pensent que les immigrés déracinés sont « les agents » de la révolution que le prolétariat occidental n'a pas su devenir.
- De nombreux Européens acceptent l'idée que les États-nations sont la cause de la guerre et en concluent que tout moyen de les détruire est le bienvenu.
- Les investisseurs financiers internationaux veulent naturellement lever tous les obstacles à leurs investissements et promouvoir ainsi *Open Borders* comme étant l'avenir.
- Il y a même quelques puissants intrigants qui voient dans la « diversité » la base du « diviser pour régner », en fragmentant la solidarité sur les bases ethniques.
- Il y a des gens bienveillants qui veulent aider toute l'humanité en détresse.

Cette combinaison de motivations contrastées, voire opposées, ne constitue pas une majorité dans tous les pays. Notamment en Hongrie.

Il convient de noter que la Hongrie est un petit pays d'Europe centrale de moins de dix millions d'habitants, qui n'a jamais eu d'empire colonial et n'a donc aucune relation historique avec les peuples d'Afrique et d'Asie comme en ont la Grande-Bretagne, la France, les Pays-Bas ou la Belgique. Étant l'un des perdants de la Première Guerre mondiale, la Hongrie a perdu une grande partie de son territoire au profit de ses voisins, notamment la Roumanie. La langue hongroise, rare et difficile, serait sérieusement menacée par une immigration massive. On peut probablement dire sans risque de se tromper que la majorité

de la population hongroise a tendance à être attachée à son identité nationale et pense qu'elle serait menacée par une immigration massive en provenance de cultures radicalement différentes. Ce n'est peut-être pas gentil de leur part, et comme tout le monde, ils peuvent changer. Mais pour l'instant, c'est ainsi qu'ils votent.

En particulier, ils ont récemment voté massivement pour réélire Victor Orban, approuvant évidemment son refus de l'immigration incontrôlée. C'est ce qui a provoqué la surveillance étroite d'Orban et la recherche de signes de la mise en place d'une dictature. En conséquence, l'UE prend des mesures pour priver la Hongrie de ses droits politiques. Le 14 septembre, Victor Orban a clairement exposé sa position dans un discours prononcé devant le Parlement européen à Strasbourg :

*« Soyons francs. Ils veulent condamner la Hongrie et les Hongrois qui ont décidé que notre pays ne sera pas un pays d'immigration. Avec tout le respect que je vous dois, mais aussi fermement que possible, je rejette les menaces des forces pro-immigration, leur chantage à la Hongrie et aux Hongrois, toutes basées sur le mensonge. Je vous informe respectueusement que, quelle que soit votre décision, la Hongrie mettra fin à l'immigration illégale et défendra ses frontières contre vous si nécessaire. »*

Cela a été accueilli avec indignation.

L'ancien Premier ministre belge Guy Verhofstadt, actuellement président du groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe au Parlement européen et ardent fédéraliste européen, a répondu furieusement que *« nous ne pouvons laisser des gouvernements populistes d'extrême droite entraîner des États européens démocratiques dans l'orbite de Vladimir Poutine ! »*

Dans un tweet à ses collègues du PE, Verhofstadt a averti : *« Nous sommes dans une bataille existentielle pour la survie du projet européen. ... Pour le bien de l'Europe, nous devons l'arrêter ! »*

CNN a publié avec approbation un article d'opinion de Verhofstadt décrivant la Hongrie comme une *« menace pour l'ordre international »*.

*« Dans les semaines et les mois à venir, la communauté internationale – et les États-Unis en particulier – devront tenir compte de notre avertissement et agir : le gouvernement hongrois est une menace pour l'ordre international fondé sur des règles, »* a-t-il écrit.

*« Les gouvernements européens et les États-Unis ont l'obligation morale d'intervenir »,* a poursuivi M. Verhofstadt. *« Nous ne pouvons laisser des gouvernements populistes d'extrême droite entraîner les États européens démocratiques sur l'orbite de Vladimir Poutine et saper les normes internationales de l'après-guerre. »*

Viennent ensuite les sanctions : *« Les coûts politiques et financiers doivent être affectés à la lutte contre les gouvernements qui suivent une voie autoritaire et au soutien aux organisations de la société civile... »*.

Verhofstadt a conclu : *« Ce n'est pas dans l'intérêt des peuples d'Amérique ou d'Europe. Nous devons l'arrêter ... maintenant. »*

L'appel de Verhofstadt à l'Amérique pour « arrêter » le Premier ministre hongrois ressemble étrangement aux appels lancés à Brejnev par des communistes purs et durs pour envoyer

les chars en Tchécoslovaquie réformiste en 1968.

Cependant, cet appel à l'intervention ne s'adressait pas au président Trump, qui est aussi impopulaire qu'Orban parmi les atlantistes, mais plutôt à l'état permanent que le fanatique belge suppose être toujours au pouvoir à Washington.

Au début de son article sur CNN, Verhofstadt a rendu hommage à « *feu John McCain, le grand John McCain, celui qui a un jour décrit Orban comme « un fasciste en cheville avec Poutine...»* ». Celui qui a parcouru le monde en tant que chef de la branche républicaine du *National Endowment for Democracy* (NED), encourageant et finançant des groupes dissidents à se rebeller contre leurs gouvernements respectifs, en préparation de l'intervention américaine. Sénateur McCain, où êtes-vous maintenant qu'il faudrait changer de régime à Budapest ?

La réputation de dictateur d'Orban en Occident est incontestablement liée à son conflit intense avec le financier d'origine hongroise George Soros, dont la fondation Open Society finance toutes sortes d'initiatives visant à promouvoir son rêve d'une société sans frontières, notamment en Europe orientale. Les activités de Soros pourraient être considérées comme une politique étrangère étasunienne privatisée, innocemment « non gouvernementale ». L'une des initiatives de Soros est l'Université privée d'Europe centrale (UEC) basée à Budapest, dont le recteur est Michael Ignatieff, partisan de l'Open Society. La Hongrie a récemment imposé une taxe de 25% sur l'argent dépensé par les organisations non gouvernementales pour des programmes qui « *visent directement ou indirectement à promouvoir l'immigration* », ce qui affecte l'UEC. Cela fait partie d'un paquet de mesures anti-immigration récemment adopté, connu sous le nom de projet de loi « Stop Soros ».

Les mesures hongroises contre l'ingérence de Soros sont bien sûr dénoncées en Occident comme une grave violation des droits de l'homme, tandis qu'aux Etats-Unis, les procureurs recherchent frénétiquement la moindre trace d'ingérence russe ou d'agents russes.

Dans un autre coup porté à l'ordre international fondé sur des règles, le cabinet du Premier ministre hongrois a récemment annoncé que le gouvernement [cesserait de financer des cours universitaires en études de genre](#) au motif qu'ils « *ne peuvent être justifiés scientifiquement* » et attirent trop peu d'étudiants pour être valables. Bien que financée par le secteur privé et donc capable de poursuivre son propre programme d'études sur le genre, l'UEC s'en est « étonnée » et a qualifié la mesure de « *sans aucune justification ou antécédent* ».

Comme l'Union soviétique, l'Union européenne n'est pas seulement un cadre institutionnel antidémocratique promouvant un système économique spécifique ; elle est aussi le véhicule d'une idéologie et d'un projet planétaire. Tous deux sont basés sur un dogme quant à ce qui est bon pour le monde : le communisme pour le premier, « l'ouverture » pour le second. Les deux exigent des citoyens des vertus qu'ils ne partagent peut-être pas : une égalité forcée, une générosité forcée. Tout cela peut sembler bien, mais de tels idéaux deviennent des méthodes de manipulation. L'imposition d'idéaux finit par se heurter à une résistance obstinée.

Il y a différentes raisons d'être contre l'immigration tout comme d'être pour. L'idée de la démocratie était de trier et de choisir entre les idéaux et les intérêts pratiques par une discussion libre et, en fin de compte, à main levée : un vote éclairé. Le Centre autoritaire libéral représenté par Verhofstadt cherche à imposer ses valeurs, ses aspirations, voire sa

version des faits aux citoyens qui sont dénoncés comme « populistes » s'ils sont en désaccord. Sous le communisme, les dissidents étaient appelés « ennemis du peuple ». Pour les mondialistes libéraux, ce sont des « populistes », c'est-à-dire le peuple. Si l'on dit constamment aux gens que le choix se situe entre une gauche qui prône l'immigration massive et une droite qui la rejette, le virage vers la droite est inéluctable.

Diana Johnstone

Article original en anglais :



[Disobedient Hungary: From the Soviet Union to the European Union](#)

Traduction par VD pour [le Grand Soir](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca  
Copyright © [Diana Johnstone](#), Mondialisation.ca, 2018

---

Articles Par : [Diana Johnstone](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)